

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/W/493

14 février 2002

(02-0753)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

DIFFICULTÉS ÉPROUVÉES PAR LES MEMBRES LORSQU'IL S'AGIT DE FAIRE DES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS ET SÉMINAIRE PRÉVU SUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées dans le document G/SCM/W/473
du 18 décembre 2001

Document présenté par la Turquie

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 février 2002.

B. QUESTIONS CONCERNANT LES DIFFICULTÉS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION

Question n° 1

L'administration de votre pays manque-t-elle de ressources lorsqu'il s'agit de faire les notifications concernant les subventions? Dans l'affirmative, quels sont les principaux obstacles? La difficulté tient-elle principalement au *nombre* insuffisant de fonctionnaires chargés des notifications ou tient-elle davantage au fait qu'ils manquent de *formation*?

Réponse

La Turquie ne rencontre pas d'obstacles majeurs lorsqu'il s'agit de faire les notifications concernant les subventions. Cependant, le fait que les fonctionnaires aux compétences techniques suffisamment formés et expérimentés ne soient disponibles qu'en nombre limité peut parfois poser des problèmes, lorsqu'il s'agit de faire en temps voulu les notifications concernant les subventions.

Question n° 2

Compte tenu de votre réponse à la question précédente, si le modèle de questionnaire pour les notifications pouvait être simplifié, l'administration de votre pays serait-elle mieux en mesure de faire les notifications requises concernant les subventions?

Réponse

Il ne fait aucun doute qu'un modèle simplifié pourrait encourager les pays à s'acquitter de leurs obligations en matière de notification. Cependant, comme le modèle proprement dit n'est pas la seule source des difficultés que les pays rencontrent, il se peut que demeurent d'autres problèmes liés

étroitement à une capacité technique insuffisante. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par le fait qu'un modèle simplifié puisse ne pas permettre de décrire la législation nationale de manière satisfaisante.

Question n° 3

Lorsque vous mettez en balance l'utilité pour l'administration de votre pays de disposer du modèle le plus simple possible et la nécessité d'être en mesure de comprendre les notifications des autres Membres lorsque vous les examinez, dans quelle mesure pourrait-on simplifier le modèle sans nuire à la transparence?

Réponse

Étant donné qu'une notification complète est présentée une fois tous les deux ans, il serait peut-être préférable de ne pas simplifier excessivement le modèle de notification, car cela pourrait donner lieu à certaines erreurs d'interprétation des pays tiers. C'est pourquoi les notifications devraient être simplifiées dans la mesure où cela n'entraîne pas un manque d'information ou une confusion.

Question n° 4

S'agissant du modèle de notification en tant que tel et des notions sur lesquelles il repose, telles qu'elles sont énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC, d'après l'expérience de l'administration de votre pays, les personnes chargées de faire les notifications éprouvent-elles des difficultés à comprendre les prescriptions en raison des termes employés dans l'Accord pour définir "subvention", "spécificité", etc.? Par exemple, ces personnes pensent-elles que les subventions revêtent uniquement la forme de dons en espèces et qu'elles ne comprennent pas le manque à gagner attribuable à des incitations fiscales ou tarifaires? Pourrait-on donner des explications dans le modèle de questionnaire pour définir plus clairement la portée des mesures qui doivent faire l'objet d'une notification? Comment ces explications pourraient-elles être libellées?

Réponse

Les définitions des expressions qui figurent dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) sont claires. Cependant, en ce qui concerne le point 7 du questionnaire SMC, nous avons quelques difficultés à calculer le montant unitaire de la subvention dans le cas de nos programmes de garantie ou d'assurance du crédit à l'exportation, ce qui nous amène à omettre ce point dans nos notifications. C'est pourquoi il serait utile d'apporter de plus amples éclaircissements à ce sujet.

Question n° 5

L'administration de votre pays éprouve-t-elle des difficultés de manière générale en raison des prescriptions de forme du questionnaire pour les notifications? En particulier, l'administration de votre pays dispose-t-elle déjà de renseignements qui permettraient de répondre au questionnaire pour les notifications sur le fond, mais qui ne correspondent pas au modèle? Dans l'affirmative, quelles sont les difficultés particulières auxquelles se heurte l'administration de votre pays lorsqu'elle cherche à présenter les renseignements suivant le modèle prévu? Si les renseignements étaient notifiés dans leur forme actuelle, pourraient-ils néanmoins être rapprochés des éléments de données figurant dans le questionnaire concernant les subventions?

Réponse

Nous ne rencontrons pas de difficultés de manière générale en raison des prescriptions de forme du questionnaire pour les notifications. Toutefois, nous estimons que l'autorisation d'une "forme libre" permettant de décrire et d'expliquer le fonctionnement des systèmes des Membres contribuerait utilement à accroître la transparence (un lien entre la page d'accueil du site Web de l'OMC et d'autres pages Web peut être utilisé facilement à cette fin).

Dans le cas de certains types et formes de subvention ou d'incitation, il est possible de fournir des statistiques disponibles immédiatement. Cependant, dans le cas de bien d'autres types d'incitations, surtout celles qui ont des effets indirects et différés sur le commerce, il n'est pas toujours possible de fournir des statistiques disponibles immédiatement et de vérifier leurs effets spécifiques sur le commerce. C'est pourquoi il serait peut-être préférable de prévoir, dans le questionnaire, une partie où les pays fourniraient des renseignements détaillés sous une "forme libre".

Dans de nombreux pays, nous constatons l'existence de subventions spécifiques, purement et simplement "ciblées", qui sont traitées au moyen de la méthode simple correspondant au modèle actuel. Cependant, des points de détail qui n'ont pas encore été pris en compte n'apparaissent que lorsque des évaluations sont effectuées.

Question n° 6

Lorsqu'elle examine les notifications d'autres Membres, l'administration de votre pays serait-elle gênée si elle devait examiner des renseignements qui ne sont pas présentés de la manière prévue dans le questionnaire concernant les subventions, mais qui correspondent de manière générale aux éléments de fond du questionnaire? Dans quelle mesure est-il important que ces renseignements soient présentés suivant le modèle prévu?

Réponse

Nous préférons les notifications établies conformément au modèle actuel mais les notifications qui ne sont pas totalement conformes au cadre du modèle sont acceptables à condition que les éléments de fond du questionnaire soient traités de manière exhaustive. Cependant, les Membres devraient s'efforcer d'établir leurs notifications conformément à ce modèle afin de faciliter leur examen par les autres Membres.

Question n° 7

L'administration de votre pays fournit-elle des renseignements sur ses programmes de subventions ou d'incitations sur des sites Web officiels? Dans quelle mesure la notification des subventions serait-elle simplifiée si les renseignements pouvaient être communiqués dans leur forme actuelle? En tant que personne chargée d'examiner les notifications, de quelle manière devrait-on limiter à votre avis le remplacement des questionnaires concernant les notifications complètes par des renseignements provenant de sites Web? La référence à des sites Web compléterait-elle utilement les renseignements de fond communiqués dans une notification?

Réponse

Un site Web officiel (www.treasury.gov.tr) concernant les incitations à l'investissement et les programmes de mise en œuvre de la Turquie existe sur Internet. De plus, les programmes de crédit à l'exportation et d'assurance et de garantie du crédit à l'exportation de l'Eximbank turque figureront, dans un très proche avenir, sur le site Web www.eximbank.gov.tr. Dans la mesure où le temps et les

possibilités budgétaires le permettent, il serait beaucoup plus simple d'utiliser les pages Web des autres pays, à condition que les documents en question soient officiels.

Nous estimons qu'il ne devrait y avoir aucune limite au remplacement par certains renseignements provenant des sites Web mentionnés. Il est facile de créer, à partir de la page du site Web de l'OMC consacrée aux SMC, une page indiquant les liens avec toutes les adresses officielles des pays où existent des pages concernant cette question.

Question n° 8

S'agissant de la règle générale 6, qui dispose que la notification de subventions accordées "pour des produits ou secteurs spécifiques" sera structurée par produit ou secteur, celle-ci pose-t-elle des difficultés à l'administration de votre pays lorsqu'elle notifie des subventions qui sont accordées de manière horizontale, plutôt que pour des produits ou secteurs spécifiques? Quelles sont les étapes et les difficultés particulières liées à la préparation de renseignements par produit ou secteur pour des subventions accordées de manière horizontale?

Question n° 9

Cette règle pose-t-elle des problèmes lorsqu'il s'agit de notifier des subventions qui sont ciblées sur un produit ou un secteur spécifique (ex.: certaines subventions agricoles)?

Question n° 10

Si la règle générale 6 était reformulée de manière à se rapporter aux subventions "accordées en fonction de produits ou secteurs spécifiques", cela contribuerait-il à résoudre cette difficulté? (L'idée consisterait à préciser qu'il faut fournir des renseignements sur les programmes, plutôt que des renseignements sur un produit ou un secteur spécifique, lorsque les subventions sont accordées de manière horizontale, tandis que les subventions accordées pour des produits ou secteurs spécifiques continueraient à être notifiées en tant que telles.)

Question n° 11

Cette reformulation poserait-elle des difficultés en ce qui concerne l'examen des notifications concernant les subventions et, dans l'affirmative, quelles seraient ces difficultés?

Réponse

Le fait qu'il n'existe pas de statistiques permettant d'examiner les effets sur le commerce des subventions, notamment des programmes de subvention à l'exportation des produits agricoles et des programmes de crédit à l'exportation et d'assurance et de garantie du crédit à l'exportation, peut créer des difficultés à communiquer des renseignements concernant des produits ou secteurs spécifiques.

À cet égard, une reformulation de la règle générale 6 pourrait simplifier les problèmes posés. Cependant, comme la manière dont le système fonctionne dépendra dans une large mesure de la situation de chaque pays, il se peut que cette reformulation ne soit que peu utile.

Question n° 12

Dans quelle mesure l'obligation générale de fournir des données statistiques sur les effets des subventions notifiées sur le commerce (première phrase du point 9) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Réponse

Dans certains cas, il est impossible de calculer immédiatement les effets sur le commerce. Dans la pratique, les effets de certaines subventions ne peuvent se faire sentir qu'à long terme, ce qui peut conduire à remplir les obligations de notification avec des retards.

Question n° 13

Dans quelle mesure la nécessité de rassembler le genre de données statistiques dont il est question aux points 9 a) et 9 b) entrave-t-elle ou retarde-t-elle la présentation des notifications concernant les subventions?

Réponse

Le rassemblement des statistiques visées aux points 9 a) et 9 b) n'entrave pas et ne retarde pas la présentation des notifications concernant les subventions.

Question n° 14

Dans quelle mesure les données statistiques relatives aux subventions des autres Membres sont-elles importantes aux fins de l'examen, par l'administration de votre pays, des notifications concernant les subventions? Ces prescriptions en matière de notification pourraient-elles être assouplies d'une manière ou d'une autre? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Réponse

Les statistiques fournies, en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes de subventions par les autres Membres, sont utiles à l'examen des notifications par les pays. Comme il est souligné dans la question précédente, la description précise des effets sur le commerce aiderait à évaluer de manière satisfaisante les données fournies.

S'agissant des incitations à l'investissement et des programmes de mise en œuvre, des données élémentaires telles que les taux d'inflation et les taux de crédit correspondants du pays en question sont importantes pour une évaluation claire de la situation. Nous estimons que ce type de données peut aider à tirer des conclusions concernant les effets des subventions accordées sur le reste des marchés.

Question n° 15

L'administration de votre pays a-t-elle constaté, en préparant les notifications concernant les subventions, qu'il existe un chevauchement ou une redondance notionnels en ce qui concerne certains des éléments d'information dans leur forme actuelle?

Réponse

Non.

Question n° 16

Si l'administration de votre pays estime qu'il y a chevauchement, comment celui-ci pourrait-il être supprimé? Quelles sont les améliorations d'ordre rédactionnel qui pourraient être apportées pour préciser la marche à suivre dans ce genre de situation, tout en maintenant les prescriptions de fond de l'article 25 sur lesquelles s'appuie le questionnaire?

--

Question n° 17

L'obligation de fournir des renseignements sur l'objectif général ou l'objet de la subvention, son fondement et la législation en vertu de laquelle elle est accordée, ainsi que sur les bénéficiaires et les modalités suivant lesquelles elle est accordée, soulève-t-elle des difficultés importantes pour l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications concernant les subventions? Comment ces prescriptions pourraient-elles être simplifiées?

Réponse

Nous n'avons pas de difficultés particulières à fournir des renseignements sur l'objectif général ou l'objet de la subvention. Cependant, s'agissant des programmes généraux dans le cas desquels la mise en œuvre a des aspects plus diversifiés, il est plus difficile de répondre quels sont les bénéficiaires des subventions car les questions sont surtout destinées à éclairer des cas spécifiques.

Question n° 18

L'obligation de fournir des explications lorsqu'un élément d'information particulier ne peut être communiqué pose-t-elle des difficultés particulières à l'administration de votre pays lorsque celle-ci prépare ses notifications? Dans l'affirmative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en en préservant la teneur?

Réponse

Non.

Question n° 19

Le point 7 du questionnaire concernant les subventions (renseignements sur le montant des subventions accordées) laisse-t-il à l'administration de votre pays une marge de manœuvre suffisante pour que celle-ci soit en mesure de notifier ces renseignements sans difficulté induite? Dans la négative, existe-t-il un moyen de simplifier cette prescription tout en en préservant la teneur?

Réponse

Comme nous l'avons souligné plus haut, nous avons des difficultés à déterminer le montant unitaire de la subvention dans le cas des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Nous avons besoin de davantage de précisions à cet égard.

A. QUESTIONS RELATIVES AU SÉMINAIRE SUR LES NOTIFICATIONS CONCERNANT LES SUBVENTIONS

Question n° 1

En ce qui concerne le nombre et le caractère des participants au séminaire, combien de personnes au sein de votre administration nationale sont-elles chargées au jour le jour de recueillir des renseignements sur les subventions ainsi que de préparer et de présenter des notifications concernant les subventions à partir de ces renseignements? Si elles sont plus d'une, prière de décrire leurs différentes attributions.

Réponse

Étant donné que les programmes que nous notifions relèvent des compétences de différents services publics, tels que le Sous-Secrétariat au commerce extérieur, le Sous-Secrétariat au Trésor et l'Eximbank turque, ce n'est pas une seule personne qui est chargée de recueillir des renseignements, d'effectuer la présentation des notifications de la Turquie concernant les subventions et de les communiquer, mais plusieurs. De plus, les fonctionnaires compétents ne sont pas seulement chargés des questions concernant l'OMC, mais aussi d'autres organisations et accords internationaux.

Question n° 2

L'administration de votre pays se satisferait-elle de pouvoir envoyer deux participants à ce séminaire? Dans la négative, pourquoi pas, et quel serait le nombre optimal de participants du point de vue de l'administration de votre pays?

Réponse

En Turquie, plusieurs autorités s'occupent des subventions à l'exportation et des programmes d'incitations à l'investissement et de mise en œuvre, comme nous l'avons mentionné plus haut. C'est pourquoi nous considérons que le chiffre de cinq ou six participants serait optimal.

Question n° 3

Si le séminaire durait deux jours, cela serait-il suffisant/approprié? Dans la négative, qu'est-ce qui serait plus convenable?

Réponse

Le programme proposé est bon. Cependant, une durée de deux jours ne semble pas vraiment réaliste compte tenu du nombre si élevé de participants et de ce programme. Il sera beaucoup plus utile d'étaler la durée du séminaire proposé sur trois ou quatre jours.

Question n° 4

Le programme ci-après vous conviendrait-il? Première séance: Exposé détaillé des définitions fondamentales énoncées dans les trois premiers articles de l'Accord SMC et exposé des obligations concernant la notification des subventions au vu de ces définitions. Deuxième séance: Exposé par les Membres des difficultés particulières qu'ils rencontrent dans la préparation des notifications concernant les subventions. Troisième séance: Échange d'informations et remue-ménages entre les Membres afin de trouver des solutions réalisables dans la pratique aux problèmes qui auront été définis (moyens de coordonner et de rationaliser la collecte et la présentation des renseignements concernant les subventions). Quatrième

séance: Mesures de suivi pour faire en sorte que les informations qui auront été échangées et les leçons qui auront été apprises soient retenues et mises en pratique. (On a insisté sur le fait que ce suivi devrait être immédiat et intensif pour être efficace.) Parmi les idées avancées à ce jour, mentionnons l'établissement d'un réseau informel entre les fonctionnaires des administrations centrales, la planification d'activités d'assistance technique ciblées, etc.

Réponse

Le programme proposé est acceptable. Toutefois, comme nous l'avons souligné plus haut, il se peut qu'un séminaire de deux jours ne permette pas de tirer le profit escompté. C'est pourquoi nous considérons qu'il est plus réaliste de prévoir un séminaire de quatre jours, comprenant une séance par jour, afin d'assurer une participation plus active et plus efficace. S'agissant de la méthode à suivre durant le séminaire, les deux derniers jours peuvent être consacrés tout spécialement à l'examen des difficultés rencontrées dans la préparation des notifications concernant les subventions.

Question n° 5

Normalement, votre pays envoie-t-il des représentants de l'administration centrale aux réunions ordinaires du Comité? Dans la négative, pourquoi pas?

Réponse

Dans la mesure du possible, des représentants de l'administration centrale suivent régulièrement les réunions du Comité. Toutefois, les réunions au cours desquelles certains renseignements techniques sont nettement plus nécessaires ont la priorité.

Question n° 6

De l'avis du gouvernement de votre pays, le séminaire sur les notifications concernant les subventions est-il important pour améliorer la compréhension des règles sur les subventions et faire en sorte que les notifications concernant les subventions soient complètes et présentées en temps voulu? (En d'autres termes, le gouvernement estime-t-il qu'il est prioritaire que votre pays participe à ce séminaire?) Le gouvernement de votre pays entend-il envoyer des participants de l'administration centrale à ce séminaire? Dans l'affirmative, combien seront-ils et quelles sont leurs attributions? Dans la négative, pourquoi pas?

Réponse

Nous n'avons pas de difficultés à présenter nos notifications concernant les subventions. Cependant, si de nouvelles précisions sont fournies dans le modèle de notification, nous estimons que cela aiderait les Membres à examiner plus efficacement les notifications des autres Membres. C'est pourquoi ce séminaire est important pour notre gouvernement et nous prévoyons d'envoyer des représentants de l'administration centrale.

Question n° 7

De l'avis du gouvernement de votre pays, serait-il opportun de parrainer financièrement uniquement les participants en provenance des pays les moins avancés Membres? Dans la négative, pourquoi pas? Quels sont les autres critères objectifs qui pourraient être élaborés et qui pourraient être plus opportuns en ce qui concerne la possibilité de bénéficier d'un parrainage financier?

Question n° 8

Si le gouvernement de votre pays n'était pas en mesure d'envoyer des participants au séminaire en raison de contraintes financières, quel est le niveau minimal de parrainage financier qui rendrait possible l'envoi de participants (ex.: billets d'avion uniquement, billets d'avion et indemnités de subsistance pour la durée du séjour à Genève, etc.)?

--

Question n° 9

En supposant qu'il ne soit pas possible de financer le séminaire à l'aide des fonds d'affectation spéciale dont dispose actuellement l'OMC (éventualité qu'on ne saurait écarter) et en supposant que le budget total s'élève à environ 225 000 FS, le gouvernement de votre pays envisagerait-il de faire un don pour financer l'événement? Dans l'affirmative, quel montant le gouvernement de votre pays serait-il en mesure d'accorder?

Réponse

Nous ne sommes pas en mesure d'apporter une contribution.

Question n° 10

Si le séminaire était financé par des contributions affectées à des fins particulières par différents Membres et que le budget prévu pour le séminaire était excédentaire (en raison d'une participation moins grande que prévu des Membres pouvant bénéficier d'un parrainage financier, quels que soient les critères retenus), que devrait-on faire de cet excédent? Deux options ont été examinées: i) rendre l'excédent aux pays donateurs au prorata; ou ii) mettre l'excédent à la disposition des autres pays en développement Membres, dans l'ordre des demandes. Existe-t-il d'autres options plus judicieuses?

--
